



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Concentration Cell Ozonesondes	
Solicitation No. - N° de l'invitation K3D56-170161/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client K3D56-170161	Date 2016-10-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-006-7178	
File No. - N° de dossier TOR-6-39068 (006)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-10-31	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kim, Raquel	Buyer Id - Id de l'acheteur tor006
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2073 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA MODIFICATION N° 02 VISE À RÉPONDRE AUX QUESTIONS DE L'INDUSTRIE.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question 01 :

Page 1 – Dans la zone inférieure, sur la droite, une case a été laissée vide. La mention suivante figure juste au-dessus : Delivery Offered – Livraison proposée.
Comment faudrait-il remplir cette case? Doit-elle être remplie par le soumissionnaire ou par le service de livraison que le soumissionnaire proposé utilise?

Réponse 01 :

Le soumissionnaire doit remplir la case « livraison proposée » en fonction des dates de livraison requises conformément à la section 6.4.2 de la demande de propositions (DP).

Question 02 :

Page 6 – Partie 4.1.2.1 – N° 2.
Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accises canadiennes.
Que signifie « taxes applicables en sus » pour les soumissionnaires?

Réponse 02 :

Lors de l'évaluation de la soumission financière, le prix qui sera utilisé n'inclura pas les taxes applicables, soit la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée.

L'estimation du prix total du contrat subséquent comprendra les taxes applicables.

Question 3 :

Page 7 – Partie 4.2.1 Critères techniques obligatoires.
Clause du Guide des CCUA : A0031T (2010-08-16), Méthode de sélection – Critères techniques obligatoires.
Qu'est-ce que cela signifie? Quels sont les critères techniques obligatoires? Des critères techniques précis sont énoncés et expliqués; le gouvernement canadien pourrait-il avoir d'autres exigences?

Réponse 03 :

Veuillez consulter le lien menant vers le guide des CCUA, figurant dans la DP, à l'adresse suivante : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

La Clause A0031T du Guide des CCUA précise :

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable affichant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Par ailleurs, veuillez aussi consulter la partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection. Elle comprend les critères techniques et financiers obligatoires.

Question 04 :

Page 7 – Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires – Partie 5.2 – Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires.

Quelles sont les attestations requises afin de satisfaire entièrement aux exigences de cette demande de soumissions?

Réponse 04 :

Veuillez consulter la partie 5.2.1 – Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée. Elle porte sur les attestations requises devant être fournies avant l'attribution du contrat et elle fournit des renseignements supplémentaires, conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*. Veuillez consulter les liens suivants afin de pouvoir discerner les documents qui doivent être soumis, le cas échéant (p. ex., une liste des noms de tous les directeurs à l'heure actuelle). (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>)

Veuillez consulter la section 5.2.2 – Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission, selon laquelle :

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni son nom ni le nom des membres de la coentreprise du soumissionnaire, le cas échéant, ne figurent sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux (PCF) » disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federiaux.page?&_ga=1.108345218.1418120565.1461700134#afed).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le marché pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir au titulaire du pouvoir de passation des marchés l'annexe D intitulée PCF pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, avant l'attribution du marché. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée PCF pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie pour chaque membre de la coentreprise.

Question 05 :

Page 8 – Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires – Partie 5.2.2 – PCF pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission.

Sur ce site Web :

http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federiaux.page

Sur la première page de ce site Internet, la clause suivante est énoncée :

- « qui ont obtenu un contrat de biens ou de services, une offre à commandes ou un arrangement en matière d'approvisionnement du gouvernement du Canada, d'une valeur d'un million de dollars ou plus ».
- Nous préparons présentement notre soumission pour « Services publics et Approvisionnement Canada ». Pour Environnement et Changement climatique Canada, il semble que le montant, sur une période de 5 ans, excédera 1 million de dollars (en dollars canadiens). Étant donné ce qui est énoncé ci-dessus pour le PCF, ce programme s'applique-t-il à notre petite entreprise située aux États-Unis?

Réponse 05 :

Le PCF s'applique aux suivants :

1. Fournisseurs canadiens et étrangers qui ont un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada;
2. Conventions d'offres à commandes de biens et de services, marchés concurrentiels, marchés non concurrentiels et arrangements en matière d'approvisionnement d'une valeur de 1 000 000 \$ (incluant toutes les taxes applicables) ou plus (désignés aux présentes sous le terme générique de « marchés »), régis par le *Règlement sur les marchés de l'État* et la *Politique sur les marchés*;
3. Tous les contrats de biens et de services pour lesquels des appels d'offres sont lancés, en ce qui a trait aux entrepreneurs déclarés « inadmissibles ».

Question 06 :

Page 10 – Partie 6, Clauses du contrat subséquent – 6.6.1 Base de paiement – Prix unitaire ferme.

L'entrepreneur sera payé selon un « prix unitaire ferme » indiqué à l'annexe B, pour un montant total de _____ \$ (à insérer au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Le montant devant figurer à cet endroit doit-il être inscrit par l'autorité contractante qui reçoit et ouvre la soumission?

Par ailleurs, nous avons l'impression que ce montant sera rempli à la suite de l'ouverture des soumissions, est-ce que c'est exact?

Réponse 06 :

Le montant sera inscrit par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.

Question 07 :

Page 10 – Partie 6, Clauses du contrat subséquent – 6.6.2 Limite de prix.

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

Le pouvoir de passation des marchés peut-il préciser les paramètres que laissent entendre cet énoncé?

Réponse 07 :

Veuillez consulter la page suivante :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/C/C6000C/6>

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Question 08 :

Page 10 – Partie 6, Clauses du contrat subséquent – 6.6.3 Paiement unique.

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

Le pouvoir de passation des marchés peut-il préciser les paramètres que laissent entendre cet énoncé?

Par ailleurs, le pouvoir de passation de marché peut-il nous fournir certaines précisions? Ce contrat s'étend sur une période de 5 ans. Est-ce que cela signifie que l'entrepreneur sera payé chaque année, une fois qu'il aura rempli ses obligations contractuelles, ou qu'un montant forfaitaire sera versé à l'entrepreneur à la fin de la période de 5 ans, pour les travaux effectués?

Réponse 08 :

Veuillez consulter la page suivante :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/H/H1000C/2>

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

Un seul paiement sera effectué lorsque les travaux de chacune des périodes contractuelles auront été exécutés et livrés, conformément à l'annexe B – Base de paiement de la DP.

Question 09 :

Page 11 – Partie 6, Clauses du contrat subséquent – 6.11 Clause du Guide des CCUA.

B1501C (2006-06-16) Appareillage électrique.

Comment pouvons-nous procéder à une référence croisée pour nos équipements, conformément au Guide des CCUA, pour nous assurer que nous respectons les clauses qui y sont énoncées?

Réponse 09 :

Veuillez consulter la modification 01.

Question 10 :

Page 11 – Partie 6, Clauses du contrat subséquent – 6.12 Assurances.

Clause G1005C (2016-01-28), Assurances, du Guide des CCUA.

Quelles sont les exigences opérationnelles minimales en matière d'assurances pour pouvoir soumissionner sur ce projet?

Réponse 10 :

Veuillez consulter la page suivante :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/G/G1005C/3>

Il incombe à l'entrepreneur de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations contractuelles et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité aux termes du contrat, ni ne la diminue.

Question 11 :

Page 18 – Annexe D – Parties A2 et A3.

Le pouvoir de passation des marchés peut-il clarifier le sens des énoncés suivants :

Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.

Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, assujetti à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

Réponse 11 :

Veillez cliquer sur le lien suivant pour obtenir de plus amples renseignements :

http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/sous_reglementation.page?_ga=1.50090086.1750793690.1469709481

Question 12 :

Page 18 – Annexe D – Partie A5 – Q A5.1.

Le pouvoir de passation des marchés peut-il clarifier le sens des énoncés suivants :

Le soumissionnaire atteste qu'il a signé un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, valide et en vigueur, avec EDSC – Programme du travail.

Réponse 12 :

Veillez cliquer sur le lien suivant pour obtenir de plus amples renseignements :

<http://www.servicecanada.gc.ca/fi-if/index.jsp?app=prfl&frm=lab1168&lang=fra>

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DEMANDE DEMEURENT INCHANGÉES.